

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 15/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS

Route d'Espalion
BP 3220
12000 Rodez

Code AIOT : 0006802631

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2023 dans l'établissement SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS implanté Zone Artisanale du Colombier 12220 Montbazens. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS
- Zone Artisanale du Colombier 12220 Montbazens
- Code AIOT : 0006802631
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SOLEVIAL de Montbazens est un producteur d'alimentation animale soumis à la directive IED pour la rubrique 3642. Le site est implanté dans une zone d'activité artisanale. Il couvre une superficie de 26 000 m² et regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels (90%) et médicamenteux (10%) : granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (2%) ou pour des livraisons en vrac (98%) ;
- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures conservatoires du 21 avril 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Consignes d'exploitation (APMD 21/04/23)	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.4.1	Mise en demeure, respect de prescription
2	Rétentions (APMD 21/04/23)	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.3	Mise en demeure, respect de prescription
3	Organisation de l'établissement (APMD 21/04/23)	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.1	Mise en demeure, respect de prescription
4	Rapport d'accident	AP de Mesures Conservatoires du 21/04/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription
5	Mesures conservatoires d'urgence	AP de Mesures Conservatoires du 21/04/2023, article 2	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures conservatoires du 21 avril 2023 ont été respectées. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'abroger cet arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation (APMD 21/04/23)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature où de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. [...] Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre une procédure pour éviter les déversements de matières premières liquides : Conforme
Observations : Pour éviter les déversements accidentels des cuves de matières premières, l'exploitant a mis en œuvre une procédure qui consiste à consigner/condamner des vannes à l'aide de cadenas dont les clefs sont à récupérer avant toute intervention sur le circuit des cuves. De plus, dans la mesure du possible, les vannes ont été retirées. Enfin, les exutoires d'où pourraient s'écouler les produits ont été munis de bouchons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétentions (APMD 21/04/23)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
Constats : L'exploitant a contrôlé l'étanchéité de la rétention des cuves de matières premières liquides : Conforme
Observations : L'inspection constate que des travaux ont été réalisés sur la rétention des cuves de matières premières liquides. L'exploitant a fourni la facture de maçonnerie datée du 26/04/2023 pour les travaux suivants "Reprise bac de rétention et réseaux d'évacuation". L'exploitant a procédé à un test de l'étanchéité de la rétention dont le résultat a été positif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Organisation de l'établissement (APMD 21/04/23)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
Constats : L'exploitant a rédigé une consigne pour le contrôle annuel des bacs de rétention : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 21/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident conforme aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : L'exploitant a remis le rapport d'accident : Conforme
Observations : Le rapport d'accident précise les circonstances de l'accident, les causes, la substance en cause, les mesures d'urgence prises, les mesures mises en œuvre pour éviter un accident similaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures conservatoires d'urgence

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 21/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant condamne les vannes manuelles de vidange des cellules liquides et les sécurise; [...] L'exploitant dispose en permanence, à proximité immédiate des cuves de matières premières liquides : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen de pompage des substances susceptibles d'être déversées ;• d'un volume de stockage suffisant pour recueillir des substances susceptibles d'être déversées, constitué par :<ul style="list-style-type: none">◦ la rétention associée à la cuve de Proteilic rendue autonome de par la condamnation de la communication gravitaire avec la rétention des cuves de mélasse et d'huile végétale (13 m3) ;◦ une cuve mobile (28 m3). [...] L'exploitant procède à une vérification visuelle à fréquence horaire des cuves de mélasse et d'huile végétale et de leur dispositif de rétention. Le résultat de ces vérifications est porté dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre les mesures conservatoires suivantes : <ul style="list-style-type: none">- condamnation/retrait des vannes ;- présence d'une pompe ;- présence d'un camion citerne ;- vérification horaire.
Observations : L'inspection constate la condamnation des vannes des cuves de matières premières liquides. L'exploitant a présenté à l'inspection: <ul style="list-style-type: none">- la photographie de la motopompe au niveau de la rétention ;- le contrat de location d'un camion citerne ;- le registre de vérification horaire de la rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet